

Turquie - UE : quatre raisons pour refuser l'intégration (1)

vendredi 2 mai 2008, par [Marie-Antide](#)

Jose Manuel Barroso, Président de la Commission Européenne vient de passer 3 jours en Turquie. Discours devant le Parlement avec citation du Général de Gaulle, entrevue très privée avec le premier ministre Recep Tayip Erdogan, discours à Santralistanbul, musée d'art moderne installé dans une ancienne usine d'électricité ...

Autant d'occasions de rappeler que l'UE était déterminée à poursuivre les négociations en vue de l'adhésion de la Turquie, dans le respect de la démocratie et de la laïcité et sans tolérer les dérives fondamentalistes.

Selon Jose Manuel Barroso, les trois meilleurs atouts de ce pays sont le succès de l'union douanière en place, l'importance de son armée et son atout énergétique (projet Nabucco).

Et ... ? C'est tout ?

Succès de l'union douanière ? Votre téléviseur est « made in Turkey » fabriqué par Vestel, votre machine à laver peut sortir des ateliers Beko, votre Renault a été montée à Bursa, vous recevez votre chaîne préférée via le satellite TürkSat et le complexe sportif de votre commune a été construit par Enka : est-ce suffisant pour intégrer la Turquie ? Non.

Son importance militaire ? Seconde armée de l'Otan en nombre avec un effectif de près de 800 000 soldats (professionnels, conscrits et réservistes confondus), la Turquie est surtout une puissance militaire aux avant postes d'une région dangereusement instable. L'Union n'est militairement pas crédible sur la scène mondiale, donc intégrer la Turquie la renforcerait en effet dans un domaine décisif pour s'affirmer comme une grande puissance. Mais cet argument militaire est largement insuffisant pour créer une dynamique d'intégration.

Son importance énergétique ? La Turquie n'a pas de ressources naturelles en hydrocarbures mais les conduites du projet Nabucco vont bientôt la traverser de part en part pour acheminer le gaz azéri vers l'Europe Occidentale. La Turquie a-t-elle l'opportunité de vendre ce gaz à un autre client que l'Union ? Non, ce projet a été conçu pour garantir l'approvisionnement de l'Union en gaz d'Asie Centrale et que la Turquie soit ou non membre de l'Union ne changera pas cet acquis. Donc faux argument.

Pour l'UE, l'intégration est-elle acquise ? Non. L'Union ne s'est pas engagée sur une date, José Manuel Barroso n'a pas dévoilé ses convictions profondes sur l'aboutissement de ce projet et l'intégration est toujours conditionnée aux progrès que doit réaliser la Turquie.

En France, cette intégration fédère toujours une majorité d'opinions défavorables. Pour ma part, j'y suis favorable.

Alors, au lieu de rédiger un énième article d'arguments pro-Turquie, je vous propose le chemin inverse : identifier 4 obstacles, perçus comme insurmontables, à l'intégration de la Turquie dans l'Union tels que :

Istanbul et sa movida sont européennes mais pas l'Anatolie et ses traditions,
La Turquie est un pays musulman qui s'islamise et perd sa laïcité,
La Turquie n'est pas démocratique, les droits de l'Homme et du citoyen n'y sont pas respectés,
La Turquie n'a pas reconnu le génocide des Arméniens,

et de me livrer par la suite à un petit exercice de « déconstruction » tout au long de cette courte série.

A suivre...